



CHAPITRE 43

Loi modifiant la Loi de l'amélioration des fermes

[Sanctionnée le 13 juin 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
109, a. 2,
rempl.

1. L'article 2 de la Loi de l'amélioration des fermes (Statuts refondus, 1964, chapitre 109), modifié par l'article 1 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Interpré-
tation:

« **2.** Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

« agricul-
ture »;

a) « agriculture »: la culture du sol ou l'élevage d'animaux de ferme;

« exploi-
tant agri-
cole »;

b) « exploitant agricole »: toute personne physique dont l'agriculture est la principale occupation;

« agricul-
teur »;

c) « agriculteur »: toute personne physique qui est propriétaire ou locataire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation;

« ferme »;

d) « ferme »: tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable pour fins agricoles;

« ferme
renta-
ble »;

e) « ferme rentable »: une ferme susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à ceux qui l'exploitent d'en acquitter les frais d'exploitation y compris l'entretien et la dépréciation, de remplir leurs obligations et de faire vivre leur famille convenablement;

« corpo-
ration
d'explo-
itation
agricole »;

f) « corporation d'exploitation agricole »: une corporation constituée en vertu

CHAPTER 43

An Act to amend the Farm Improvement Act

[Assented to 13th June 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Farm Improvement Act (Revised Statutes, 1964, chapter 109), amended by section 1 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following:

R.S., c.
109, s. 2,
replaced.

“**2.** In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean and designate:

Interpre-
tation:

(a) “agriculture”: the cultivation of the soil or the raising of livestock;

“agricul-
ture”;

(b) “farm operator”: any physical person whose principal occupation is agriculture;

“farm op-
erator”;

(c) “farmer”: any physical person who is the owner or lessee of a farm and whose principal occupation is agriculture;

“farmer”;

(d) “farm”: any immovable operated or to be operated within a reasonable delay for agricultural purposes;

“farm”;

(e) “economic farm”: any farm which, taking into account all of its resources, is capable of producing a revenue which enables the operators thereof to pay the operating costs thereof, including maintenance and depreciation, to fulfil their obligations and to support their family adequately;

“economic
farm”;

(f) “corporation for agricultural ex-
ploitation”: a corporation constituted un-

“corpora-
tion for
agricul-
tural ex-
ploita-
tion”;

de la Loi des compagnies (chap. 271), ayant pour objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire, pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins les deux tiers en valeur des actions de toute catégorie soient la propriété d'exploitants agricoles et qu'au moins la majorité d'entre eux ait pour activité principale l'exploitation de cette ferme;

« société d'exploitation agricole »; g) « société d'exploitation agricole »: une société au sens du Code civil qui a pour objet principal l'exploitation en commun d'une ferme rentable et qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements et constituée d'exploitants agricoles dont la majorité a pour activité principale l'exploitation de cette ferme dont la propriété a été apportée à la société par un ou plusieurs d'entre eux;

« emprunt »; h) « emprunt »: tout emprunt contracté conformément aux dispositions de la présente loi;

« emprunteur »; i) « emprunteur »: un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole qui a contracté un emprunt;

« caisse »; j) « caisse »: toute caisse d'épargne et de crédit régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (chap. 293);

« banque »; k) « banque »: toute banque au sens de la Loi sur les banques (Statuts du Canada) ou de la Loi sur les banques d'épargne du Québec (Statuts du Canada);

« prêteur »; l) « prêteur »: une caisse ou une banque de laquelle un emprunt a été obtenu;

« fédération »; m) « fédération »: La Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins, la Fédération de Montréal des caisses Desjardins, L'Union des caisses d'établissement rural du Québec et La Fédération des Caisses d'économie et de crédit du Québec — The Québec Savings and Credit Funds Federation;

« règlement »; n) « règlement »: tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi.

Personnes considérées comme propriétaires. Le détenteur d'une ferme en vertu d'un billet de location et l'occupant en vertu d'une convention de vente consentie à un ancien combattant sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens

der the Companies Act (Chap. 271), whose principal object and principal activity are the operation of an economic farm which it owns, provided that all of its shareholders are physical persons, that not less than two-thirds in value of the shares of any class is owned by farm operators and that the principal activity of at least the majority of them is the operation of such farm;

(g) "agricultural exploitation partnership": a partnership within the meaning of the Civil Code whose principal object is the joint operation of an economic farm, and which is constituted by a written contract complying with the regulations, and composed of farm operators the majority of whom have as their principal activity the operation of such farm, the ownership of which has been vested in the partnership by one or more of them; (h) "loan": any loan contracted in accordance with this act;

(i) "borrower": a farmer, corporation for agricultural exploitation or agricultural exploitation partnership who or which has contracted a loan;

(j) "union": any savings and credit union governed by the Savings and Credit Unions Act (Chap. 293);

(k) "bank": any bank within the meaning of the Bank Act (Statutes of Canada) or the Québec Savings Banks Act (Statutes of Canada);

(l) "lender": any union or bank from which a loan has been obtained;

(m) "federation": La Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses populaires Desjardins, the Fédération de Montréal des caisses Desjardins, L'Union des caisses d'établissement rural du Québec and La Fédération des Caisses d'économie et de crédit du Québec — The Québec Savings and Credit Funds Federation;

(n) "regulation": any regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act.

A holder of a farm under a location ticket or an occupant under a contract for sale made with a veteran under the Veterans' Land Act (Revised Statutes of Canada, 1952, chapter 280) shall be Person deemed owner.

combattants (Statuts révisés du Canada, 1952, chapitre 280) sont considérés comme propriétaires pour les fins de la présente loi. ».

deemed an owner for the purposes of this act.”.

S.R., c.
109, a. 3,
rempl.

2. L'article 3 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant :

2. Section 3 of the said act, amended by section 3 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following:

R.S., c.
109, s. 3,
replaced.

Rembour-
sement
d'intérêt.

« **3.** Le gouvernement est autorisé à rembourser un montant équivalent à l'intérêt à trois pour cent sur tout emprunt n'excédant pas dix mille dollars qu'un emprunteur obtient d'une caisse ou d'une banque pour une ou plusieurs des fins mentionnées à l'article 4. ».

“**3.** The government is authorized to repay an amount equal to the interest at three per cent on any loan not exceeding ten thousand dollars that a borrower shall obtain from a union or bank for one or more of the purposes mentioned in section 4.”.

Repay-
ment of
interest.

S.R., c.
109, a. 4,
mod.

3. L'article 4 de ladite loi, remplacé par l'article 4 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant :

3. Section 4 of the said act, replaced by section 4 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by adding at the end the following paragraph:

R.S., c.
109, s. 4,
am.

Emprun-
teur loca-
taire.

« Lorsque l'emprunteur est un locataire, le remboursement d'intérêt visé à l'article 3 ne peut être accordé que sur un emprunt contracté pour l'une ou plusieurs des fins mentionnées aux paragraphes 1^o ou 2^o, au sous-paragraph 4 du paragraphe 4^o ou au paragraphe 5^o. ».

“When a borrower is a lessee, the repayment of interest provided for in section 3 shall not be granted except on a loan contracted for one or more of the purposes mentioned in paragraph 1 or 2, in sub-paragraph 4 of paragraph 4, or in paragraph 5.”.

Repay-
ment of
interest
in case of
lessee.

S.R., c.
109, a. 5,
mod.

4. L'article 5 de ladite loi, remplacé par l'article 5 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié en ajoutant, à la fin, les alinéas suivants :

4. Section 5 of the said act, replaced by section 5 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is amended by adding at the end the following paragraphs:

R.S., c.
109, s. 5,
am.

Fins de
l'emprunt.

« Lorsqu'un emprunt est contracté pour l'une des fins mentionnées aux paragraphes 3^o à 7^o de l'article 4 et que le nantissement ou la cession en vertu de l'article 88 de la Loi sur les banques n'est pas possible pour les mêmes fins, l'emprunteur doit, dans les cas prévus par règlement, fournir les garanties qui y sont requises.

“When a loan is contracted for one of the purposes mentioned in paragraphs 3 to 7 of section 4 and the pledge or assignment under section 88 of the Bank Act is not possible for such purposes, the borrower must, in the cases provided for by regulation, furnish the guarantees required therein.

Purposes
of loan.

Bail con-
forme aux
normes.

Lorsque l'emprunteur est un locataire, son bail doit être conforme aux normes prévues par règlement. ».

When the borrower is a lessee, his or its lease shall comply with the standards prescribed by regulation.”.

Standards
for leases.

S.R., c.
109, a. 6,
rempl.

5. L'article 6 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant :

5. Section 6 of the said act, replaced by section 7 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is again replaced by the following:

R.S., c.
109, s. 6,
replaced.

Durée
de l'em-
prunt.

« **6.** La durée d'un emprunt visé par l'article 3 ne doit en aucun cas excéder dix ans. ».

“**6.** The term of a loan contemplated in section 3 shall in no case exceed ten years.”.

Term of
loan.

S.R., c.
109, a. 9,
rempl.

6. L'article 9 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est remplacé par le suivant:

Plus d'un
emprunt.

« **9.** Un même emprunteur peut bénéficier du remboursement d'intérêt prévu par l'article 3 pour plus d'un emprunt à la condition que le total dû en principal ne dépasse jamais le maximum fixé par cet article.

Agricul-
teur censé
avoir con-
tracté
plus d'un
emprunt.

Un agriculteur qui contracte un emprunt est censé avoir contracté plus d'un emprunt s'il est actionnaire d'une corporation d'exploitation agricole ou fait partie d'une société d'exploitation agricole qui a déjà contracté un emprunt. Le total dû en principal comprend alors, en outre du montant dû par l'agriculteur, la partie des montants en principal due par la corporation ou la société qui correspond à la valeur relative des intérêts de l'agriculteur dans la corporation ou société établie conformément aux règlements.

Maximum
du mon-
tant dû
par une
corpora-
tion d'ex-
ploitation
agricole,
etc.

Le montant dû par une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole ne doit en aucun cas excéder le montant au-delà duquel les sommes dues par un actionnaire de cette corporation ou un membre de cette société excèdent \$10,000 si on y ajoute la partie des montants en principal due par la corporation ou société, qui correspond à la valeur relative des intérêts de l'actionnaire dans cette corporation ou d'un sociétaire dans cette société, établie conformément auxdits règlements.

Rembour-
sement
par un
nouvel
emprunt.

Le remboursement, au moyen d'un nouvel emprunt contracté par le même emprunteur, d'un prêt ou du solde d'un prêt donnant lieu à un remboursement d'intérêt, supprime le droit à ce remboursement. »

S.R., c.
109, a.
12a, aj.

7. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 12, le suivant:

Validité
d'émission
d'actions,
etc.

« **12a.** Aucune émission ou répartition ni aucun transfert d'actions d'une corporation d'exploitation agricole qui est un emprunteur n'est valide sans l'autorisation de l'Office du crédit agricole du Québec.

6. Section 9 of the said act, amended by section 9 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is replaced by the following:

R.S., c.
109, s. 9,
replaced.

“**9.** The same borrower may benefit by the repayment of interest provided for in section 3 for more than one loan, provided that the total capital amount due never exceeds the maximum fixed in such section.

More than
one loan.

A farmer who contracts a loan shall be deemed to have contracted more than one loan if he is a shareholder of a corporation for agricultural exploitation or is a member of an agricultural exploitation partnership which has already contracted a loan. The total capital amount due shall then include, in addition to the amount due by the farmer, that portion of the capital amounts due by the corporation or partnership which corresponds to the relative value of the farmer's interests in the corporation or partnership established in accordance with the regulations.

Persons
deemed to
have con-
tracted
more than
one loan.

The amount due by a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership shall in no case exceed the amount beyond which the sums due by a shareholder of such corporation or a member of such partnership exceed \$10,000 if there is added thereto that portion of the capital amounts due by the corporation or partnership which corresponds to the relative value of the interests of the shareholder in such corporation or of a member in such partnership, established in accordance with the said regulations.

Amount
due by
corpora-
tion for
agricul-
tural ex-
ploita-
tion, etc.

The repayment, by means of another loan contracted by the same borrower, of a loan or the balance of a loan involving a repayment of interest, shall extinguish the right to such repayment.”

Repay-
ment by
another
loan.

7. The said act is amended by inserting after section 12 the following:

R.S., c.
109, s. 12,
added.

“**12a.** No issue, allotment or transfer of shares in a corporation for agricultural exploitation which is a borrower shall be valid without the authorization of the Québec Farm Credit Bureau.

Author-
ization for
issue of
shares,
etc.

Modifica-
tion au
contrat.

Aucune modification au contrat par lequel est formée une société d'exploitation agricole qui est un emprunteur n'est valide sans l'autorisation de l'Office. ».

No amendment to the contract constituting an agricultural exploitation partnership which is a borrower shall be valid without the authorization of the Bureau." Amend-
ments to
contract.

S.R., c.
109, a. 13,
mod.

8. L'article 13 de ladite loi est modifié en insérant, dans la première ligne, après le mot « tiers-agriculteur », les mots « , une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole ».

8. Section 13 of the said act is amended R.S., c.
109, s. 13,
am. by inserting after the word "party" in the second line, the words " , a corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation partnership".

Id., a. 14,
mod.

9. L'article 14 de ladite loi est modifié en ajoutant à la fin du premier alinéa, après le mot « principal », les mots « et qu'il continue de remplir les conditions requises pour bénéficier de la présente loi ».

9. Section 14 of the said act is amended Id., s. 14,
am. by adding after the word "interest" at the end of the first paragraph, the words "and to which he continues to fulfil the conditions required to benefit from this act".

Id., a. 16,
mod.

10. L'article 16 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot « agriculteur » par le mot « emprunteur ».

10. Section 16 of the said act is Id., s. 16,
am. amended by replacing the word "farmer" in the first line by the word "borrower".

Id., a. 17,
mod.

11. L'article 17 de ladite loi, remplacé par l'article 11 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session), est modifié:

11. Section 17 of the said act, re- Id., s. 17,
am. placed by section 11 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is amended:

a) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe b, le mot « populaire »;

(a) by striking out the word "credit" in the first line of paragraph b;

b) en retranchant, dans la première ligne du paragraphe c, le mot « populaire »;

(b) by striking out the word "credit" in the first line of paragraph c;

c) en retranchant, dans la quatrième ligne du paragraphe c, le mot « populaires ».

(c) by striking out the word "credit" in the third line of paragraph c.

Id., a.
17a, aj.

12. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 17, le suivant:

12. The said act is amended by in- Id., s. 17a,
added. sertant after section 17 the following:

Effet du
rembour-
sement
d'une
perte.

« 17a. Lorsque le gouvernement rembourse une perte en vertu de l'article 17, l'emprunteur dont le défaut a entraîné ce remboursement n'a plus droit au remboursement d'intérêt sur tout autre emprunt qu'il a contracté. ».

"17a. When the government repays Effect of
a loss under section 17, the borrower whose repay-
ment
default has entailed such repayment shall of loss.
no longer be entitled to repayment of
interest on any other loan which he has
contracted."

S.R., c.
109, a. 18,
mod.

13. L'article 18 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 40 des lois de 1965 (1^{re} session) est de nouveau modifié en insérant, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « recommandation » les mots « de l'Office du crédit agricole du Québec et ».

13. Section 18 of the said act, amen- R.S., c.
109, s. 18,
am. ded by section 13 of chapter 40 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by inserting after the word "recommendation" in the first line of the first paragraph the words "of the Québec Farm Credit Bureau and".

Deniers
requis.

14. Les deniers additionnels requis pour l'application de la présente loi au

14. The additional moneys required Moneys
required. for the carrying out of this act during the

cours de l'exercice financier 1969/1970 fiscal year 1969/1970 shall be taken out
sont pris à même le fonds consolidé du of the consolidated revenue fund.
revenu.

Entrée en
vigueur.
(15 août
1969, G.O.
p. 4289).

15. La présente loi entrera en vigueur
à la date qui sera fixée par proclamation du
lieutenant-gouverneur en conseil pour
l'entrée en vigueur du chapitre 41 des
lois de 1969.

15. This act shall come into force on
a date to be fixed by proclamation of the
Lieutenant-Governor in Council for the
coming into force of chapter 41 of the sta-
tutes of 1969.

Coming
into force.
(Aug. 15,
1969, O.G.
p. 4289).